

# Une femme à la tête de Solidarité rurale

Annie Morin  
amorin@lesoleil.com

**Solidarité rurale a choisi Claire Bolduc, une agronome de l'Abitibi, pour succéder à l'éternel Jacques Proulx, qui prend sa retraite après 17 ans aux commandes du mouvement faisant la promotion des régions.**

«Il n'y a pas de milieu urbain solide sans un milieu rural solide», a lancé hier soir la nouvelle élue en guise de profession de foi, après

avoir recueilli la majorité des voix exprimées par la quinzaine de membres du conseil d'administration réunis en assemblée générale à Bécancour.

M<sup>me</sup> Bolduc hérite de deux dossiers chauds pour les régions du Québec, le livre vert sur la forêt publique et le rapport Pronovost sur l'avenir de l'agriculture. Elle en ajoute un troisième : la révision de la carte électorale, qui sacrifie des circonscriptions rurales au profit de la grande région de Montréal.

Âgée de 50 ans, Mme Bolduc tra-

vaille à la direction régionale du ministère de l'Environnement pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord du Québec. Elle a été présidente de l'Ordre des agronomes du Québec et également présidente de l'ancêtre du Conseil des appellations réservées et des termes valorisants (CARTV), qui gère les appellations contrôlées dans la province. Elle avait déjà été administratrice de Solidarité rurale.

Originaire de Baie-Comeau et habitant aujourd'hui à Ville-Marie, en Abitibi, Mme Bolduc a «toujours été proche de la rurali-

té», tout comme son prédécesseur, qu'elle louange et dont elle veut «assurer la continuité».

Jacques Proulx, ancien président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), a été le premier et le seul président de Solidarité rurale, un organisme de défense des intérêts des régions né dans la foulée des États généraux du monde rural, tenus en 1991. Âgé de 69 ans, M. Proulx souhaite ralentir le rythme, bien qu'il affirme ne pas avoir «le sentiment du devoir accompli» en raison des difficultés économiques auxquelles

**« Il n'y a pas de milieu urbain solide sans un milieu rural solide »**

— Claire Bolduc, nouvelle présidente de Solidarité rurale

sont confrontées plusieurs régions du Québec.

Jean-Guy Rioux, président du Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec (RESAM) et ancien maire de Saint-Léon-LeGrand, dans la vallée de la Matapédia, était l'autre prétendant à la présidence.

## ON BOUGE AVEC LA NOUVELLE



### REBOISEMENT DES RIVES DES LACS ET POLLUTION

## Du «maquillage», juge un expert de Laval

Éric Moreault  
emoreault@lesoleil.com

Reboiser les rives d'un lac pour enrayer la pollution s'apparente à du «maquillage» et ne sert à rien si on n'a pas le courage de prendre des mesures pour s'attaquer aux sources mêmes du problème. Sinon, «il ne faut pas s'attendre à des miracles», juge le professeur Reinhard Pienitz, en entrevue au *Soleil*.

Puisque les plans d'eau urbains ou de villégiature comme les lacs Saint-Augustin, Saint-Charles ou Saint-Joseph subissent les affres de la pollution depuis des décennies, il faudra au moins autant de temps pour qu'ils recouvrent la santé, souligne le chercheur du

Centre d'études nordiques de l'Université Laval. «Croire que l'on peut retourner rapidement un lac à son état naturel est utopique et dénote une méconnaissance de l'écologie aquatique.»

M. Pienitz se base, entre autres, sur l'écosystème du lac Dauriat, situé au cœur de Schefferville. Vingt ans après la quasi-fermeture de la ville, la pollution engendrée par les eaux usées et l'activité minière est encore bien présente, a-t-il constaté avec d'autres collègues dans une étude publiée dans le *Journal of Paleolimnology*. Les chercheurs ont reconstitué l'histoire du lac en prélevant des carottes de sédiments d'une période couvrant 1882 à 1999.

Même si Schefferville ressemble

à une ville fantôme — il reste à peine 200 personnes —, le taux de matières organiques et les concentrations d'une vingtaine de métaux y demeurent plus élevés qu'avant la période d'explo-

**« Croire que l'on peut retourner rapidement un lac à son état naturel est utopique », avertit R. Pienitz**

tation minière. Les taux d'arsenic, de cadmium, de chrome, de cuivre, de plomb, de mercure et de zinc dépassent encore les valeurs jugées acceptables pour les espèces aquatiques. Et ce, même

si les eaux du lac se renouvellent complètement une dizaine de fois par année.

Ce qui fait dire à M. Pienitz que pour aider les lacs pollués qui souffrent d'eutrophisation, un vieillissement prématuré dont les symptômes comprennent souvent les cyanobactéries (algues bleues), il faut adopter des méthodes d'intervention «plus drastiques» que la revégétalisation. L'intensification du reboisement est l'une des principales mesures adoptées par le gouvernement du Québec l'automne dernier pour contrer la prolifération des cyanobactéries. Le reboisement des bandes riveraines peut aider les petits cours d'eau, mais c'est insuffisant en soi.

«Si on veut pouvoir les utiliser

pour les générations futures, il faudra interdire certaines activités et penser à des mesures de prévention», explique-t-il. Ça va faire mal pendant un certain temps, concède l'écologue. Encore faut-il un courage politique qui manque cruellement.

Il met en garde ceux qui pensent que la technologie peut résoudre tous les problèmes. «Le recours à des procédés technologiques, comme le scellage des sédiments au fond de l'eau, peut accélérer les choses, mais ce n'est pas applicable à tous les plans d'eau. Dans bien des cas, l'utilisation de solutions technologiques mène à de plus grands problèmes.»

Si on ne s'attaque pas d'abord aux sources de pollution, «c'est du gaspillage».